

Gironde

NOTRE DOSSIER SPÉCIAL

Entre concertation et « sujets qui fâchent », le participatif à l'épreuve

La bonne vieille réunion de quartier reste un des piliers de cette fameuse « démocratie participative ». Doléances ou information verticale, comment faire évoluer la formule et l'ouvrir davantage ? Exemple à Bordeaux



Serge Latapy
s.latapy@sudouest.fr

« **M**élons-nous de ce qui nous regarde », c'est le slogan de la « démocratie permanente ». Pour la municipalité écologiste de Bordeaux, le terme désigne une promesse majeure : elle lui a dédié une élue, Tiphaine Audoin, un service d'une dizaine de personnes et même un observatoire. L'équipe co-anime aussi les traditionnels conseils d'habitants dans les huit quartiers de la ville. Ce soir-là, c'est au tour de Saint-Augustin/Tauzin/Alphonse-Dupex. À l'entrée de la maison de quartier, un stand renseigne toutes

ÉVÉNEMENT

« Sud Ouest » se lance dans la campagne des municipales en proposant un premier dossier spécial consacré ce lundi à la démocratie participative, à lire en ouverture de votre quotidien, dans vos pages départementales et sur sudouest.fr.

Le prochain dossier sera consacré à la sobriété énergétique le 15 décembre.

les initiatives : instances, « interpellation citoyenne », « atelier des initiatives », « Nous sommes les jardiniers de la démocratie », avance Isabelle Bussens, coordinatrice. La greffe prend-elle pourtant ? Pour en juger, un tour dans la salle. Plus de 70 personnes inscrites en ligne, c'est à peu près la jauge ce soir-là. On devine beaucoup d'habitants ou de concernés. Toujours les mêmes ? Un bref sondage pour demander qui vient pour la première

fois : quelques bras se lèvent. « En moyenne, c'est un tiers de nouveaux par séance. » Parmi eux, on reçoit Pierre et Anne-Marie. Ces résidents depuis dix ans sont là « pour savoir ce qui se passe dans le quartier ». Pas de doléance particulière ? « Non, c'est vraiment pour le collectif. » On s'approche d'Agathe et Guillaume, jeune couple qui détonne dans une assemblée dominée par les quinquas et seniors. « Je travaille dans une agence de concertation et participation citoyenne pour une autre commune », avoue Agathe, qui observe en pro la gestion de la salle : « C'est un peu descendant, mais il y a de l'échange, on essaie d'impliquer les gens. »

Formaté

L'exercice reste très formaté. Deux animatrices rappellent les règles du jeu (« s'écouter, ne pas se couper la parole, faire tourner le micro »). Sur les sièges, des formulaires à remplir. La séance est retranscrite et filmée : on peut la retrouver sur le site de la Ville, mais beaucoup prennent des

« Nous sommes les jardiniers de la démocratie »

notes. « Le conseil de ce soir va être un peu particulier », prévient le maire Pierre Hurmic. « Nous sommes en période prélectorale, ce



qui nous impose quelques obligations. » Jusqu'en mars, pas de communication politique dans ce cadre.

Du coup, les débats vont être portés par des agents, « qu'on remercie » – pas par les élus. « On ne voudrait pas aborder les sujets qui fâchent... », glisse Michel, un septuagénaire venu avec sa documentation et qu'on sent prêt à en découdre.

Tiphaine Audoin fait tout de même un point sur la vaste consultation citoyenne du quartier, lancée en juin : « L'idée, c'était de travailler avec vous sur vos besoins, la définition de ce quartier vécu. » Appel à contributions, démarche vers les habitants, synthèse en janvier. Le maire de quartier présente son équipe et insiste sur sa disponibilité : « Je prends

les rendez-vous dès 7 heures du matin. »

On passe au débat sur le thème imposé par la Ville : l'énergie. Sobriété, pompe à chaleur, rénovation... Des questions ? « Oui, et l'hydrogène ? » On enchaîne sur le second sujet, celui-là choisi par les inscrits, la vie associative : réseaux, facilitations, subventions, etc. Des questions ?

Propreté, stationnement...

On est en avance, prêt à clore les débats, mais des doigts impatients se lèvent : « Et le temps d'échange ? » On fait circuler le micro. Michel : « Pourquoi les rues ne sont pas nettoyées ? Pourquoi le traitement des moustiques n'est pas fait ? » Francis enchaîne sur le désordre des câbles de

tention de savoir à la place des autres ce qui est bien pour eux. »

Un « écho en direct »

« On a lancé un appel à la population pour réfléchir à l'utilisation d'un terrain de 3 hectares acquis par la mairie au cœur du bourg », raconte aussi David Redon, le maire de Porchères (900 habitants), près de Libourne.

« Un prestataire extérieur nous a aidé pour animer des réunions et le processus de réflexion. La parole était libre, les élus un peu en retrait. Il en est ressorti des envies de terrains de sport, de promenade, de nature et de plantation d'arbres, un peu de commerce. C'est intéressant d'avoir cet écho en direct, ça a été une très belle expérience. On va intégrer tout



La commune de Porchères a consulté les habitants sur l'avenir d'un terrain de 3 hectares en plein bourg. CÉLINE MASSON

Dans les petites communes, une démocratie très directe

Souvent très élaborée dans les grandes villes, la démocratie participative prend une forme plus concrète dans les petites communes

La démocratie participative prend un visage plus direct et concret dans les petites communes. Illustration à Virsac, 1 200 habitants, au nord de Bordeaux. Maire depuis 2007, Christiane Bourseau systématisé les consultations ciblées. « Quand on a

voulu développer des commerces, on a demandé ce que les habitants voulaient. On a fait un sondage en 2021, ils voulaient une boulangerie, une épicerie multiservice, c'est ce que nous avons fait. Ensuite, on a construit un cabinet médical, on

pensait que le dépouillement serait très compliqué, chacun réclamant tel ou tel spécialiste. En fait, 75 % voulaient des généralistes, c'est ce que nous avons fait aussi. »

Une façon simple de viser juste : « C'est très confortable, cela reflète les souhaits des gens. Nous les avons consultés sur une réforme du syndicat des ordures ménagères, qui voulait supprimer la collecte en porte à porte. Ils étaient contre, je les ai suivis. Nous faisons cela par volonté de ne pas se tromper. Je n'ai pas la pré-



Médiatrices du service démocratie permanente, élus et agents sont debout face au public assis lors du conseil de quartier de Saint-Augustin à Bordeaux, le 5 novembre dernier. CLAUDE PETIT / SO

« Les contributions sont prises en compte. Mais la difficulté reste de démontrer que c'est bien le cas »

connexion : « Dans ma rue, c'est Bombay. » On le renvoie à Orange. Nathalie remet sur la table l'épineuse question du stationnement, toujours gratuit ici. « On est envahi par les voitures qui squatte le quartier. » À quand le payant ? Le sujet divise.

Tiphaine Audouin revient sur la réunion de quartier nouvelle formule : « On essaie d'en faire des espaces apaisés, le lieu d'un partage d'information de qualité. Pas seulement de doléances auxquelles on ne peut pas répondre tout de suite, ce qui ne satisfait personne. » Et la concertation ? « Les contributions d'habitants sont prises en compte. Mais la difficulté reste de démontrer que c'est bien le cas. »

ou partie, on va faire un tri. Dans cette petite commune, c'est la première fois qu'on demandait l'avis des gens de cette façon. »

La mairie de Porcherès a aussi mandaté un prestataire pour recueillir la parole des anciens. « C'est aussi de la participation », estime David Redon. Le résultat après deux ans d'entretiens : un livre sur la mémoire du village, offert à tous les habitants.

« Ça n'a pas vraiment marché »

À Pujols, 500 habitants, dans l'est de la Gironde, les expériences de démocratie participative laissent la maire Delphine Condot sur sa faim. « On a essayé, mais ça n'a pas vraiment marché. On a fait des commissions à thème sur le tourisme, les

chemins ruraux, la sécurité routière, l'environnement. C'était juste après le Covid, ce qui n'a pas aidé. On a aussi fait des journées citoyennes, la première a très bien fonctionné, les suivantes non. Je pense que les gens se disent que les élus sont là pour bosser, ils ont des indemnités, ils n'ont pas besoin de nous. Pourtant, on est interpellés toutes les semaines sur la sécurité routière, mais quand on fait une réunion, les gens ne viennent pas. » Seul projet qui a vraiment fonctionné : le budget participatif débouchant sur une journée dédiée au thème du « prendre soin ». Deux éditions ont eu lieu, une association s'est formée pour poursuivre le projet.

Denis Lherm

À Lormont, des « sages » parfois « poil à gratter » de la mairie...

La municipalité de la rive droite bordelaise a été la première à s'entourer de seniors alors Libourne fut pionnière du Conseil municipal des jeunes

En 1989, Kofi Yamgnane est élu maire à 44 ans de la commune de Saint-Coulitz (Finistère), premier homme de couleur à ce poste en France. Le Franco-Togolais est « convoqué » dans son village où les anciens ne conçoivent pas qu'à son âge, il puisse être chef !

Il y a bien des vieux, dans ce village ? » lui dit-on. « Tu vas prendre des vieux avec toi, ils t'éviteront de faire des bêtises ! » C'est ainsi qu'est né cette année-là le premier Conseil des sages du pays. Quatorze ans plus tard, la première instance homologue de Gironde voit le jour à Lormont à l'initiative du maire (PS) Jean Touzeau qui démarre alors le deuxième de ses cinq mandats.

« J'avais pris ma retraite trois ans plus tôt », raconte Robert Antony, lormontais depuis 1976, ancien conseiller principal d'éducation (CPE) et directeur de collège privé. « Quand j'ai vu l'annonce de la création du Conseil, j'ai postulé. » L'ancien président national de l'association de consommateurs CLCV rejoint une vingtaine de premiers membres... et y siège toujours à 88 ans. « Nous n'avons toujours pas atteint le nombre maximal de 35 alors je suis toujours là ! » sourit-il.

Instance « informée et consultée » Que font les Sages de Lormont, au-

jourd'hui 29 membres de plus de 55 ans (âge minimum requis) ? « C'est une instance qui est informée et consultée sur les divers projets de la ville », précise Josette Belloq, adjointe (et seule élue) qui le préside depuis douze ans. Lors de chaque réunion plénière en début d'année avec le maire, le Conseil reçoit une feuille de route, des thèmes à creuser. C'est ainsi que les Sages lormontais, au fil de réunions mensuelles et de commissions spontanées, ont bûché sur la prolongation de la ligne A du tram vers Bassens et Carbon-Blanc, les économies d'eau sur les espaces publics, le vivre ensemble ou encore plus récemment le transport par câble, l'illectronisme, la santé mentale.

« Multiples présences »

« Issus de quartiers très différents, nous sommes également présents dans de nombreuses structures municipales et au-delà », souligne Andrée Galliot, vice-présidente du Conseil depuis 2021, qui a contribué à le renouveler et le féminiser. Elle cite les deux sièges au conseil d'administration du centre culturel et social ou encore la participation au Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole, à plusieurs comités de pilotage locaux, comme celui sur le « quartier gérontologie ».



Robert Antony, 88 ans, et Andrée Galliot, 73 ans.

CONSEIL DES SAGES / LORMONT

Le Conseil est aussi une référence pour les six autres créés depuis en Gironde.

« Nous pouvons être poil à gratter sur les questions d'urbanisation », note Robert Antony qui déplore parfois le temps long entre leurs propositions et le retour sur celles-ci. « On connaît les élus, moins les services, mais cela progresse », nuance Andrée Galliot dont l'action autour de la démocratie participative a fait l'objet d'une table ronde au récent 20^e Congrès de la Fédération française des villages et villes sages. « Nous serons le 21 novembre à l'Assemblée nationale sur ce thème », ajoute Josette Belloq. « Mais à Lormont, sans la nommer, on l'avit. »

Yannick Delnestre

... à Libourne, des jeunes très exigeants » sur les projets

« Hou là, ça remonte loin... » Yann, aujourd'hui quadra, artiste qui se partage entre l'Espagne et l'Italie, se souvient des salles impressionnantes de l'hôtel de ville de Libourne et de Gilbert Mitterrand, alors nouvellement élu. Il fait partie de la toute première génération du conseil municipal des enfants, instauré en décembre 1990 par le tout jeune maire de Libourne. Trente-cinq ans après, l'initiative perdure, avec pour mission de faire émerger des projets. Et de convaincre le conseil « senior ». « Une éducation à la vie citoyenne », sourit Thierry Marty, adjoint au maire en charge de la démocratie participative. « Les collégiens sont accompagnés durant deux ans pour

concevoir des projets, ils apprennent à débattre, à auditer des experts, à organiser des événements, à comprendre la manière dont se concrétise un dossier. Et à s'exprimer en public. » Et « ils sont très exigeants sur la qualité de leurs projets ». Amélioration du pumptrack, campagne sur la différence, « petit festival aux grandes idées » écocitoyen...

« Inscrit dans le temps »

Les effets ? Difficiles à évaluer. « Mais les réalisations perdurent », reprend Thierry Marty. Comme la ludothèque ou ce parcours-découverte du patrimoine local « toujours utilisé par les enseignants ». Ou même ce tournoi de foot intercollèges. « Les



Les jeunes du CME 2024-2025 ont notamment déposé un dossier pour l'amélioration du site de pumptrack. ARCHIVES L. D.

anciens élus continuent d'y venir... » Yann garde le souvenir d'une période qui a participé à sa construction. « J'adorais discuter de projets avec les adultes. » Même s'il peine à se souvenir des projets défendus. « Celané devait pas être le mien ! »

Philippe Belhache